



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/7/8
9 janvier 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Septième session
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**PROMOTION ET PROTECTION DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME,
CIVILS, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS,
Y COMPRIS LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT**

**Rapport présenté par M. Juan Miguel Petit, Rapporteur spécial sur
la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie
mettant en scène des enfants**

Résumé

Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme. Dans sa résolution 2005/44, la Commission des droits de l'homme avait invité tous les États, entre autres, à prendre les mesures nécessaires pour éliminer la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants en adoptant une approche globale qui tienne compte des facteurs qui contribuent à ces phénomènes, notamment le sous-développement, la pauvreté, les disparités économiques, l'iniquité des structures socioéconomiques, les dysfonctionnements familiaux, le manque d'instruction, l'exode rural, la discrimination fondée sur le sexe, le comportement sexuel irresponsable des adultes, les pratiques traditionnelles préjudiciables, les conflits armés et la traite des enfants.

Étant donné que le présent rapport marque la fin du cycle d'établissement de rapports pour le titulaire actuel du mandat, et en vue de l'examen et de l'évaluation dudit mandat, il a paru bon au Rapporteur spécial de récapituler les différentes questions sur lesquelles il avait mis l'accent depuis sa nomination en 2002, afin de présenter les acquis et les réalisations de cette période.

Au cours de son mandat, le Rapporteur spécial a reçu des demandes d'avis, et plusieurs programmes d'assistance et de réhabilitation destinés aux enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales lui ont été présentés. Certains de ces programmes de réhabilitation comprennent un centre d'accueil et une gamme complète de services spécialisés; d'autres n'ont à offrir que des programmes de réhabilitation *ad hoc*, parfois conçus pour les enfants victimes de mauvais traitements et de violence dans la famille. Le Rapporteur spécial a donc jugé utile d'examiner dans son rapport annuel différents exemples de programmes mis en place dans des pays et de présenter des lignes directrices et un choix de mesures afin de mieux aider les enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, dans l'espoir que ces exemples et lignes directrices permettraient de mieux aider et protéger les enfants victimes et leur donneraient les moyens de repartir dans la vie avec le moins de traumatismes possibles.

Le présent rapport se fonde sur les informations reçues de gouvernements, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de particuliers en réponse à un questionnaire envoyé par le Rapporteur spécial, et rend compte de ces renseignements.

L'objectif n'est pas de fournir une analyse exhaustive de la question traitée, mais plutôt de présenter des exemples de normes et de stratégies nationales et d'examiner des exemples positifs de bonnes pratiques élaborées par des organisations internationales, des ONG et la société civile en matière de programmes d'assistance et de réhabilitation destinés aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. ACTIVITÉS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL	1 – 7	4
II. PRINCIPAUX FAITS NOUVEAUX AYANT TRAIT AU MANDAT DU RAPPORTEUR	8 – 17	5
A. Faits positifs intervenus durant l'année	8 – 14	5
B. Suite donnée à l'étude sur la violence à l'encontre des enfants	15 – 17	6
III. RÉFLEXIONS SUR LE MANDAT: APERÇU	18 – 26	7
IV. PROGRAMMES D'ASSISTANCE ET DE RÉHABILITATION EN FAVEUR DES ENFANTS VICTIMES DE LA TRAITE ET D'EXPLOITATION SEXUELLE À DES FINS COMMERCIALES ...	27 – 69	10
A. Lignes directrices concernant les programmes d'assistance et de réhabilitation et les centres d'accueil	39 – 42	12
B. Stratégies nationales: réponses des gouvernements	43 – 60	14
C. Bonnes pratiques: exemples de projets élaborés par des ONG et par la société civile	61 – 69	19
V. CONCLUSIONS	70 – 72	22
VI. RECOMMANDATIONS	73 – 78	23

I. ACTIVITÉS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL

1. Le présent rapport est présenté conformément à la décision 5/1 du Conseil des droits de l'homme.
2. En 2007, le Rapporteur spécial a effectué une mission sur le terrain au Mexique dans le but d'étudier le phénomène de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et de donner suite à la mission menée par son prédécesseur en 1997 (E/CN.4/1998/101/Add.2). Le rapport sur cette mission fait l'objet d'un additif au présent rapport (A/HRC/7/8/Add.2).
3. Tout au long de l'année 2007, le Rapporteur spécial a envoyé 12 communications aux gouvernements sous forme de lettres d'allégation et d'appels urgents, qui figurent, de même que les réponses reçues des gouvernements concernés, dans un additif au présent document (A/HRC/7/8/Add.1).
4. En 2004, le Rapporteur spécial avait adressé des demandes d'invitation aux Gouvernements indien et thaïlandais. En 2005, il avait demandé à être invité au Cambodge. Cette année, il a tenu à Genève des consultations avec des partenaires intéressés par son mandat en vue de déterminer dans quels pays il pourrait effectuer des missions en 2008. En 2007, le Rapporteur spécial a demandé à être invité au Chili, en Estonie et en Lettonie. Il a reçu des réponses positives à ses demandes de visite en Estonie et en Lettonie, qui auront lieu pendant le premier semestre de 2008 et à sa demande de visite conjointe en Thaïlande avec la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Depuis sa nomination, le Rapporteur spécial s'est également rendu en Afrique du Sud, en France, au Brésil, au Paraguay, en Roumanie, en Albanie, en Grèce et en Ukraine.
5. Le Rapporteur spécial a pris la parole devant le Conseil des droits de l'homme à sa quatrième session, tenue en mars 2007. Il a présenté à cette occasion son rapport annuel et ses rapports de mission, après quoi un dialogue interactif s'est engagé entre les pays concernés et intéressés et des organisations non gouvernementales.
6. Lors de sa visite à Genève en mars 2007, le Rapporteur spécial a participé à plusieurs manifestations parallèles sur le renforcement de la protection des droits de l'enfant au niveau des Nations Unies, organisées par différentes ONG et partenaires du mandat. Certaines de ces rencontres avaient pour objet d'examiner des propositions visant à renforcer les mécanismes des Nations Unies relatifs à la protection des droits de l'enfant, dans le prolongement de l'étude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants (voir A/61/299) et dans le cadre du réexamen des mécanismes spéciaux entrepris par le Conseil des droits de l'homme.
7. Le Rapporteur spécial a été invité à se joindre au Conseil d'administration du Centre international pour les enfants disparus et exploités (ICMEC), ONG basée à Washington, qui s'emploie à mettre en place des programmes de sensibilisation et de réaction rapide pour les enfants disparus ou enlevés. À ce titre, il a participé en octobre 2007 à un forum États-Unis/Balkans consacré aux enfants disparus et exploités, qui s'est tenu à Athènes. Le forum, organisé conjointement avec l'ICMEC et l'ONG grecque «The Smile of the Child», traitait du problème des enfants disparus et exploités dans les deux régions et d'autres questions déjà d'actualité ou qui se font jour, telles que la traite des enfants, et les possibilités de collaboration entre les institutions à travers les frontières. Ont assisté à ce forum des

responsables d'administrations publiques, des responsables de l'application des lois et des fonctionnaires d'organisations internationales, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile.

II. PRINCIPAUX FAITS NOUVEAUX AYANT TRAIT AU MANDAT DU RAPPORTEUR

A. Faits positifs intervenus durant l'année

8. Le Rapporteur spécial se félicite que 12 pays supplémentaires (Australie, Burundi, Comores, République dominicaine, Gabon, République islamique d'Iran, Jordanie, Mauritanie, Moldova, Monténégro, Suède et Vanuatu) aient ratifié en 2007 le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ou y aient adhéré. Il encourage fermement les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier les deux Protocoles facultatifs à la Convention, l'autre concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

9. Au niveau régional, l'année 2007 a été marquée par l'adoption par le Comité des ministres, le 12 juillet 2007, de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels. La Convention a pour objet de prévenir et de combattre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants, de protéger les droits des enfants victimes d'exploitation et d'abus sexuels et de promouvoir la coopération nationale et internationale contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants.

10. La Convention fait suite à d'autres initiatives récentes dans ce domaine, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Stockholm, adoptés lors du premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (27-31 août 1996), l'Engagement mondial de Yokohama, adopté lors du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (17-20 décembre 2001), l'Engagement et le Plan d'action de Budapest, adoptés à l'issue de la conférence préparatoire du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (20-21 novembre 2001), la résolution S-27/2 de l'Assemblée générale intitulée «Un monde digne des enfants» et le Programme triennal «Construire une Europe avec et pour les enfants», adopté à la suite du troisième Sommet et lancé par la Conférence de Monaco (4-5 avril 2006).

11. La Convention, pas encore en vigueur mais ouverte à la signature, contient des mesures préventives qui doivent être mises en œuvre par chaque État partie, telles que des politiques ou des stratégies visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels concernant les enfants, ainsi que des informations sur ces phénomènes, leurs effets, leurs conséquences et la meilleure façon de les combattre. Elle énonce également des normes minimales touchant les mesures de protection en faveur des enfants victimes de ces infractions, telles que le fait de leur permettre de recevoir le meilleur soutien, la meilleure protection et la meilleure assistance possibles. Des instances spécialisées doivent être mises en place au niveau local et national afin d'offrir des mesures de prévention et de protection efficaces. Enfin, un chapitre consacré au droit pénal matériel énonce les normes juridiques minimales relatives à l'incrimination de certains actes et vise à promouvoir l'harmonisation de la législation pénale des parties à la Convention, afin d'éviter que des actes soient commis ou poursuivis dans un État dont les lois seraient moins rigoureuses.

La Convention contient également des dispositions visant à promouvoir la coopération internationale, en particulier l'extradition et l'entraide judiciaire.

12. Le Rapporteur spécial se félicite de l'adoption de cette Convention et prie instamment les États membres du Conseil de l'Europe de la signer et de la ratifier promptement, afin qu'elle entre en vigueur dès que possible. Avec cette nouvelle convention, qui vient s'ajouter à la Convention de 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains qui vise à prévenir toutes les formes de traite et se concentre sur les besoins des victimes de cette forme moderne d'esclavage, le Rapporteur spécial estime que le Conseil de l'Europe a adopté un instrument efficace et moderne qui pourrait inspirer d'autres mécanismes régionaux ou internationaux de coopération sur ces questions.

13. Au niveau national, en juillet 2007, le Costa Rica a adopté une loi réprimant l'exploitation sexuelle des enfants et les infractions commises sur des mineurs. C'est la première fois qu'un texte interdit clairement la possession de matériel pornographique mettant en scène des jeunes et des enfants, prolonge les délais de prescription relatifs à la pornographie mettant en scène des enfants et punit les actes sexuels commis sur des mineurs de moins de 13 ans de peines allant jusqu'à seize ans d'emprisonnement. En août 2007, le Cambodge est devenue partie au Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Toujours en août 2007, le Mozambique a adopté une nouvelle loi réprimant la traite des êtres humains et prévoyant de plus longues peines d'emprisonnement, face à l'augmentation du nombre de cas signalés de femmes et d'enfants victimes de la traite vers l'Afrique du Sud.

14. Il faut noter également les initiatives prises pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, notamment celle du Groupe d'action pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme, plate-forme d'action mondiale composée d'acteurs liés au tourisme, qui a tenu sa vingtième réunion consultative de 2007 parallèlement à la Foire internationale du tourisme de Berlin de mars 2007. Toujours en mars 2007, une conférence d'une journée sur le tourisme et l'exploitation sexuelle des enfants a été organisée à Madrid par Intervida World Alliance, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNICEF afin d'examiner les progrès réalisés et les engagements pris dans le cadre d'initiatives régionales et nationales depuis le deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales organisé à Yokohama en 2001.

B. Suite donnée à l'étude sur la violence à l'encontre des enfants

15. L'année 2006 a été marquée par la présentation de l'étude sur la violence à l'encontre des enfants (ci après «l'étude»), conformément à la résolution 57/90 de l'Assemblée générale, par l'expert indépendant Paulo Sérgio Pinheiro. Cette étude est le fruit d'un travail participatif qui a comporté des consultations régionales, sous-régionales et nationales, des réunions thématiques d'experts, des visites sur le terrain et la collaboration de gouvernements. Elle s'est aussi appuyée sur la coopération de différents organismes des Nations Unies, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), d'organisations de la société civile et d'enfants. Cette analyse mondiale et complète, qui associe droits de l'homme, santé publique et protection de l'enfance, a le mérite de replacer la question dans un contexte global.

16. L'étude a mis à nu l'ampleur et les effets horribles de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, dont elle a souligné le caractère omniprésent et la gravité. Elle a clairement fait ressortir les obligations des États Membres en matière de prévention et de répression des diverses formes de violence infligées aux enfants. Elle a également fait apparaître la nécessité d'adopter des solutions multiples coordonnées, qui envisageraient le problème sous différents angles et feraient appel à des compétences professionnelles variées tout en faisant activement participer les enfants eux-mêmes. Moins d'une année après la publication de l'étude, ses effets positifs sont manifestes dans toutes les régions du monde. Elle a réussi à faire connaître à l'échelle mondiale un problème bien souvent caché et à fournir un cadre d'action structuré. Elle continue de s'étendre dans toutes les régions du monde en y touchant des publics au sein des appareils gouvernementaux et de la société civile, et la pertinence des recommandations qui y figurent a été reconnue dans tous les pays et régions. L'étude a suscité d'autres travaux, parmi lesquels le rapport présenté à la soixante et unième session de l'Assemblée générale, le Rapport mondial sur la violence contre les enfants, plus détaillé, et des publications destinées aux enfants.

17. La mise en œuvre des recommandations formulées dans l'étude, qui avait tout juste commencé en 2007, a d'ores et déjà catalysé l'action dans toutes les régions, notamment grâce au processus participatif des consultations régionales. Les 12 recommandations principales formulées dans l'étude gardent toute leur pertinence et il est urgent d'en poursuivre la mise en œuvre. L'expert indépendant a réaffirmé son appel en faveur de leur mise en œuvre effective, ainsi que des recommandations particulières qui les complètent et qui concernent les mesures requises pour éliminer la violence à l'égard des enfants dans le foyer et la famille, les écoles et autres établissements d'enseignement, ainsi que les institutions de prise en charge et les établissements pénitentiaires de même que sur le lieu de travail et au sein de la collectivité. Pour être efficace, la lutte contre la violence à l'encontre des enfants doit être coordonnée à un niveau élevé, et la création d'un poste de représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants est considérée comme la meilleure stratégie pour garantir que l'étude sera bel et bien mise en œuvre, combler les lacunes, remédier à la fragmentation qui caractérise actuellement l'action menée et maintenir durablement l'attention prêtée au problème de la violence contre les enfants. Le rôle du représentant spécial chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants consistera essentiellement à mobiliser de façon notoire l'attention en faveur de la prévention et de l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, y compris en encourageant la coopération internationale et régionale.

III. RÉFLEXIONS SUR LE MANDAT: APERÇU

18. Le présent rapport marque la fin du cycle d'établissement de rapports pour le titulaire actuel du mandat, dont le mandat de six ans, qui a été marqué par un grand dynamisme, touche à sa fin. En vue de l'examen et de l'évaluation du mandat, il a paru bon au Rapporteur spécial de récapituler les différentes questions sur lesquelles il a mis l'accent depuis sa nomination en 2002, afin de présenter les acquis et les réalisations de cette période.

19. Dans son premier rapport, présenté en 2002 (E/CN.4/2002/88), le Rapporteur spécial a décrit la procédure qu'il se proposait d'adopter pour examiner les renseignements qu'il recevrait, notamment les plaintes individuelles faisant état de vente d'enfants, de prostitution d'enfants ou d'implication d'enfants dans la pornographie. Les communications consistent en des appels urgents adressés aux gouvernements et en des lettres relatives à des allégations qui leur sont transmises, ce sur la base des renseignements crédibles et fiables qui sont reçus concernant des

cas individuels ou des situations observées à l'échelle d'un pays. La deuxième partie du rapport contenait un bref commentaire sur deux questions, à savoir l'entrée en vigueur, le 18 janvier 2002, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et la demande formulée par la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 2001/51 sur le VIH/sida, visant à ce que le Rapporteur spécial inclue dans son mandat la protection des droits de l'homme dans le contexte du VIH. Le Rapporteur spécial a également examiné le lien entre le VIH/sida et l'exploitation sexuelle des enfants.

20. Dans son rapport de 2003 (E/CN.4/2003/79), le Rapporteur spécial a analysé les effets juridiques de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants, et en particulier de l'application de sanctions pénales aux enfants victimes, ainsi que des évolutions récentes en termes de politiques et de législations adoptées par les pays pour faire face à ces problèmes. Il a ensuite abordé brièvement deux questions, à savoir celle des informations reçues faisant état de la prévalence alarmante, tant au niveau des pays qu'à l'échelle internationale, de pratiques illégales ou coercitives en matière d'adoption qui se ramènent à des ventes d'enfants, et celle des préoccupations relatives au VIH/sida.

21. Dans son rapport de 2004 (E/CN.4/2004/9), le Rapporteur spécial a mis l'accent sur la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants. Il a décrit divers programmes et projets qui pourraient être mis en œuvre dans le domaine de la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et mis en lumière un certain nombre de bonnes pratiques et d'expériences qui devraient être diffusées et reprises dans le monde entier. Les objectifs de prévention du Programme d'action de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ont été utilisés comme base pour classer les initiatives décrites dans le rapport. Le Rapporteur spécial s'est également félicité de l'entrée en vigueur du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et de la publication d'une circulaire du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles (ST/SGB/2003/13).

22. Dans son rapport de 2005, le Rapporteur spécial a mis l'accent sur la pornographie mettant en scène des enfants sur Internet (E/CN.4/2005/78 et Add. 1 à 4), sujet sur lequel il existait peu de données et de travaux écrits. Il s'est penché sur la définition de la pornographie mettant en scène des enfants dans les instruments internationaux et dans les législations nationales et s'est référé en particulier au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité. L'Internet a créé des perspectives sans précédent mais a engendré par là même des problèmes et des menaces liés à son utilisation abusive ou préjudiciable. Le cyberspace héberge une quantité alarmante de matériels pornographiques mettant en scène des enfants. Les agresseurs sexuels recourent de plus en plus aux salons de discussion (*chat rooms*) pour entrer en contact avec les enfants, dans le cadre des «manœuvres de séduction» (*grooming*). Le rapport a eu un grand écho auprès de nombreux organismes publics et ONG, car il expose des informations extrêmement intéressantes. C'est ainsi, qu'en juillet 2005, le Gouvernement chilien a invité le Rapporteur spécial à présenter officiellement son rapport au *Servicio Nacional de Menores* (Service national des mineurs) et aux forces de police.

23. En 2006, le Rapporteur spécial a consacré son rapport (E/CN.4/2006/67) au rôle de la demande de services sexuels dérivant de l'exploitation des enfants, qui est un phénomène complexe, à facettes multiples. Dans toute situation d'exploitation sexuelle d'enfants, il y a plusieurs sortes de demandes émanant de différents acteurs, à différents moments donnés. La demande et l'offre vont de pair, et les raisons de l'exploitation sexuelle des enfants sont elles aussi multiples. Le Rapporteur spécial a souligné que les programmes d'éducation et les activités de sensibilisation sont essentiels pour réduire la demande de services dérivant de l'exploitation sexuelle. Les personnes qui se prostituent ne devraient jamais être sanctionnées, que ce soit directement pour s'être prostituées ou indirectement pour s'être livrées à une activité commerciale sans visa ni autorisation. Cette non-criminalisation permet aux femmes et aux enfants qui sont contraints de se prostituer de contacter les autorités publiques sans crainte de sanctions. Cependant, l'exploitation sexuelle des enfants devrait toujours être érigée en infraction, que cette infraction soit commise au plan interne (traite interne) ou à l'étranger, par un individu ou de façon organisée. Le consentement de l'enfant à l'exploitation envisagée ne doit jamais entrer en ligne de compte.

24. Enfin, dans le rapport qu'il a présenté en 2007 au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/4/31), le Rapporteur spécial a mis l'accent sur les questions de la vente d'organes prélevés sur des enfants et les programmes d'intervention rapide pour les enfants enlevés ou disparus. Il continuait de recevoir des réponses tardives au questionnaire qu'il avait envoyé en vue d'élaborer son rapport.

25. Le Rapporteur spécial a conclu qu'en ce qui concerne la question de la vente d'organes et de tissus, et en particulier d'organes prélevés sur des enfants, on manque pour le moment d'éléments de preuve. Seuls des cas anecdotiques d'enlèvement à des fins de trafic d'organes ont été signalés. D'autre part, dans certains pays, il y a eu des allégations de meurtres à des fins rituelles. Même si les informations officielles faisant état de trafic d'organes et de tissus restent rares, différentes rumeurs non vérifiées persistent. Il importe donc de signaler ces rumeurs lorsqu'elles circulent et de procéder aux investigations nécessaires, et de veiller à ce que des sanctions pénales soient appliquées, au titre de la maltraitance à enfant, aux trafiquants et à ceux qui sont impliqués dans ce trafic. Le Rapporteur spécial a invité tous les États à adopter des lois et des normes afin de réglementer clairement la transplantation d'organes et de tissus et a rappelé aux gouvernements les différents garde-fous mis en place dans le cadre de certains mécanismes internationaux et régionaux, afin d'éviter le développement d'un «tourisme de la transplantation».

26. En ce qui concerne les disparitions et les enlèvements d'enfants, le Rapporteur spécial a invité tous les États membres à élaborer une approche coordonnée, exhaustive et globale dans le cadre de laquelle les différentes institutions publiques, les ONG et le secteur privé auraient un rôle à jouer, et a donné des exemples d'États qui ont déjà élaboré des programmes et des mesures législatives et administratives pour s'attaquer au problème. Ces programmes d'intervention rapide ne sont pas seulement des outils pour retrouver les enfants enlevés ou disparus; ils permettent aussi d'améliorer considérablement la coordination entre les organisations pour la prévention de la violence à l'égard des enfants. Le Rapporteur spécial a encouragé tous les pays à mettre au point leur propre système d'intervention rapide pour rechercher les enfants disparus ou enlevés, en s'appuyant sur les protocoles unifiés d'intervention de la police, sur l'aide de la société civile et sur de larges campagnes de sensibilisation du public. À titre d'exemple de bonnes pratiques, il a évoqué les activités du

National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC), basé aux États-Unis d'Amérique, et de réseaux analogues en Europe.

IV. PROGRAMMES D'ASSISTANCE ET DE RÉHABILITATION EN FAVEUR DES ENFANTS VICTIMES DE LA TRAITE ET D'EXPLOITATION SEXUELLE À DES FINS COMMERCIALES

27. Les mineurs victimes de ce phénomène sont exposés à des violences graves et à des viols, à la prostitution forcée, au travail forcé et à d'autres formes d'abus et d'exploitation. Chaque victime, sans exception, a besoin d'une aide urgente et appropriée pour surmonter les conséquences des traumatismes psychologiques et physiques qu'elle a subis.

28. Le présent rapport a donc pour objectif de fournir des lignes directrices complètes pour la création et la gestion de programmes de réhabilitation et d'assistance destinés aux mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, en tenant compte des exemples fournis par les États membres et des initiatives positives mises en place par la société civile et des organisations internationales dans certains pays et régions.

29. Les programmes de réhabilitation et d'assistance peuvent revêtir des formes diverses – centres d'accueil, soins médicaux et soutien psychologique – et dépendent de multiples facteurs – disponibilité des fonds, problèmes de sécurité, existence de services, capacité de ces programmes et installations, demande, etc. Les centres peuvent compter beaucoup ou peu de places, être dans des locaux temporaires et divers: maisons, appartements, hôtels, chambres dans des établissements spéciaux (comme les hôpitaux), églises. Certains sont réservés aux victimes de la traite, d'autres accueillent également des personnes qui ont besoin d'une aide analogue, notamment les victimes d'autres infractions (telles que la violence dans la famille). Sauf indication contraire, on entend par «centre d'accueil» une série de structures offrant hébergement et assistance aux victimes de la traite, telles que les centres de réadaptation médicale, les centres fermés et les centres à régime semi-ouvert.

30. Ces dernières années, le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses demandes d'avis, et plusieurs programmes d'assistance et de réhabilitation destinés aux enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales lui ont été présentés. Certains de ces programmes de réhabilitation comprennent un centre d'accueil et une gamme complète de services spécialisés; d'autres n'ont à offrir que des programmes de réhabilitation ad hoc, parfois conçus pour les enfants victimes de mauvais traitements et de violence dans la famille. Il a donc paru important au Rapporteur spécial d'examiner dans son rapport annuel différents exemples de programmes mis en place dans un certain nombre de pays et de présenter des lignes directrices et un choix de mesures afin de mieux aider les enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, en ayant à l'esprit leur intérêt supérieur, qui doit demeurer en toutes circonstances une considération primordiale. Il faut espérer que ces exemples et lignes directrices permettront de mieux aider et protéger les enfants victimes et leur donneront les moyens de repartir dans la vie avec le moins de traumatismes possible.

31. Un questionnaire détaillé sur les programmes d'assistance et de réhabilitation destinés aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales a donc été élaboré et envoyé le 9 juillet 2007 à tous les États membres et à certaines organisations intergouvernementales et non gouvernementales travaillant sur des questions liées aux droits des enfants et sur la traite.

Les réponses devaient être parvenues au Rapporteur spécial avant le 30 septembre 2007. Conformément aux directives du Conseil des droits de l'homme pour l'établissement des rapports, seules les réponses reçues avant le 20 octobre 2007 au plus tard ont été prises en compte dans le rapport. Le Rapporteur spécial prend toujours connaissance avec intérêt des réponses qu'il continue de recevoir, même si elles lui parviennent en dehors des délais très courts fixés pour la rédaction de ses rapports.

32. Le questionnaire comportait plusieurs questions sur le sujet. Le Rapporteur spécial voulait tout d'abord savoir ce qu'il en était des activités, programmes et services relevant du secteur public ou gérés par la société civile (organisations non gouvernementales, secteur privé) et par d'autres acteurs privés, conçus expressément pour les enfants et les mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite. Lorsque des activités spécifiques existaient, le Rapporteur spécial demandait de préciser quel était le fondement juridique des programmes, leur mode de financement et leur mode de fonctionnement, et s'ils étaient conçus expressément pour les enfants ou les mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite ou s'ils englobaient également les enfants victimes de violence dans la famille. Il passait ensuite aux activités menées, aux objectifs et méthodes appliquées, et aux activités thérapeutiques. D'autres questions portaient sur la manière dont les enfants et les mineurs intégraient ces programmes et dont les centres et les autorités les adressaient aux responsables ou organisaient leur placement.

33. Le Rapporteur spécial s'enquérissait ensuite de l'organisation de la vie quotidienne des enfants et des mineurs relevant de ces programmes et des mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité des participants et bénéficiaires et a demandé si les enfants ou les mineurs gardaient le contact avec leur famille tout au long du programme. Le questionnaire mettait ensuite l'accent sur les initiatives particulières qui étaient mises en œuvre dans le cadre de ces programmes pour que l'enfant victime surmonte le stress post-traumatique et les autres syndromes liés à la situation qu'il avait vécue et sur les activités menées en vue d'assurer le succès de la réinsertion des participants et bénéficiaires de ces programmes.

34. Enfin, lorsque ces activités, programmes et services n'existaient pas, le Rapporteur spécial voulait savoir quelles en étaient les raisons et quelle autre forme d'assistance était proposée aux enfants et aux mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite.

35. Au 31 octobre 2007, les gouvernements ci-après avaient répondu au questionnaire: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Colombie, Croatie, Chypre, Équateur, El Salvador, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Japon, Liban, Luxembourg, Monaco, Oman, Pologne, Slovaquie, Suriname, Turquie, Ukraine et Zimbabwe. Le Rapporteur spécial attend avec intérêt de continuer à recevoir des réponses.

36. Les réponses de la Fédération de Russie, du Liban, et de l'Ukraine n'ont malheureusement pas pu être prises en compte dans le présent rapport car le Rapporteur spécial n'était pas en possession de leur traduction. Il en va de même des réponses de la Colombie, de l'Estonie et du Suriname, arrivées tardivement.

37. Le questionnaire a également été envoyé à des ONG et des organisations intergouvernementales, et des réponses ont été reçues de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), de Casa Alianza (Honduras), d'ECPAT International, de la

Fédération internationale Terre des Hommes et de l'Organisation internationale de perspective mondiale.

38. Le Rapporteur spécial tient à remercier chaleureusement toutes les organisations qui ont répondu au questionnaire. Le rapport présente une sélection des expériences et initiatives au sujet desquelles des informations ont été reçues.

A. Lignes directrices concernant les programmes d'assistance et de réhabilitation et les centres d'accueil

39. Le Rapporteur spécial est d'avis que les enfants ne peuvent être affranchis de l'exploitation et des violences que s'ils vivent dans un «environnement protecteur», c'est-à-dire dans la sécurité et la dignité au sein de leur communauté et de leur famille. Les enfants seront également moins exposés aux violences quand ils auront conscience de leur droit à ne pas être exploités ou qu'ils connaîtront les services prévus pour les protéger, ce qui signifie que des campagnes de prévention permanentes et massives doivent être menées dans les médias, ainsi que dans les écoles et dans les rues.

40. Le Manuel de l'OIM sur l'aide directe aux victimes de la traite¹ expose une très bonne procédure pour la prise en charge des enfants victimes d'exploitation sexuelle. Après avoir consulté ces directives et visité, au cours de ses missions, de nombreux centres d'accueil et services de réinsertion et de réhabilitation destinés aux enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle, le Rapporteur spécial estime qu'un centre d'accueil ou un programme de réhabilitation doit comprendre au moins les éléments suivants:

- Soins médicaux: Le bien-être physique et mental de la victime est essentiel pour son rétablissement. Les professionnels de santé doivent appliquer des stratégies de promotion de la santé et aider les enfants à récupérer et à développer leurs compétences pour mener une vie active et utile. Il est indispensable d'identifier les risques que courent les enfants dans leur environnement familial pour évaluer leurs besoins en matière de santé et déterminer les modalités de leur intégration et de leur réinsertion. La santé et la sécurité de tous les résidents et du personnel dans tous les foyers sont également primordiales;
- Soutien psychologique: Chaque centre d'accueil doit disposer d'un personnel chargé du soutien psychologique direct. Les normes internationales, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, prévoient que les enfants devraient avoir le droit d'exprimer librement leurs opinions sur toutes les questions qui les concernent, ces opinions «étant dûment prises en considération eu égard à [leur] âge et à [leur] degré de maturité» (art. 12). Les praticiens doivent fournir des informations complètes à un niveau que l'enfant peut comprendre afin qu'il puisse participer aux décisions ayant des incidences sur son bien-être, et l'opinion des

¹ Organisation internationale pour les migrations, «The IOM handbook on direct assistance for victims of trafficking» (Manuel de l'OIM sur l'aide directe aux victimes de la traite), Genève, 2007, disponible sur le site <http://www.iom.int/jahia/Jahia/cache/offonce/pid/1674?entryId=13452>.

enfants doit être prise au sérieux. Il est également important de les informer de leurs droits et de leurs obligations vis-à-vis des autres résidents;

- Entretiens: Il est important d'en savoir le plus possible sur le cas de l'enfant avant l'entretien, de se présenter de manière claire et conviviale et de créer un espace sûr et confortable pour la conversation. Les entretiens avec des enfants sur les violences sexuelles qu'ils ont subies sont plus efficaces lorsqu'ils sont réalisés par des professionnels ou par une personne avec qui l'enfant a déjà établi une relation solide;
- Instruction: L'apprentissage et l'instruction sont fondamentaux pour le développement de l'enfant. Il faut commencer d'encourager l'apprentissage en proposant des cours, des groupes de travail dirigé, ou en inscrivant les enfants dans des établissements scolaires locaux (lorsque cette inscription est sûre et appropriée);
- Loisirs: Les centres d'accueil devraient prévoir des activités de loisir quotidiennes pour les résidents, ce qui leur donnera l'occasion de travailler avec d'autres résidents, d'exécuter des tâches constructives, de régulariser leurs heures de sommeil, etc. L'exercice physique améliore la condition physique, le contrôle du corps et la confiance. Les activités manuelles ont des effets thérapeutiques, développent l'habileté et, à l'instar des activités sportives, permettent aux enfants d'avoir des échanges avec d'autres enfants dans un environnement sain.

41. Lorsque ces services sont mis en place dans le cadre d'un centre d'accueil, il faut également prévoir certains éléments matériels:

- Cuisine et salle à manger: L'espace réservé à la cuisine et à la restauration doit être suffisant pour que la nourriture puisse être stockée et préparée dans de bonnes conditions d'hygiène;
- Séjour: L'espace doit être suffisant pour que des groupes de résidents puissent se réunir et se distraire;
- Salles de bains: Les sanitaires doivent être propres, en bon état et en nombre suffisant;
- Chambres et literie: Les chambres doivent occuper un espace approprié et il faut prévoir un nombre suffisant de lits en bon état, des draps propres et un endroit pour ranger les vêtements et objets personnels;
- Pièce réservée au soutien psychologique: Une pièce au moins doit être disponible à tout moment pour des entretiens individuels et le soutien psychologique;
- Bureau du personnel: Une pièce doit servir de bureau pour le personnel;
- Pièce réservée aux examens médicaux: En fonction de l'espace disponible et selon qu'une assistance médicale est offerte sur place ou à l'extérieur, une pièce pourrait être réservée aux examens médicaux. Il est essentiel que les médicaments y soient enfermés dans des armoires sécurisées. Chaque foyer doit également détenir une trousse de premiers soins et des articles connexes;

- Buanderie: Une buanderie gratuite devrait être disponible dans le centre d'accueil;
- Espace de loisirs: Un espace de loisirs, même restreint, doit être proposé à l'intérieur et en plein air dans de bonnes conditions de sécurité;
- Espace de rangement: Chaque centre d'accueil devrait disposer d'une pièce de rangement.

42. Il arrive que des femmes donnent naissance à des enfants après avoir été victimes de la traite, et que ces enfants vivent dans le pays où leur mère a abouti à la suite de la traite. Un grave problème se pose lorsque les femmes sont appréhendées lors de descentes opérées par des policiers ou des agents de l'immigration et que leurs enfants restent seuls. L'angoisse des mères doit alors être prise en compte, d'autant que dans certains cas, il y a des raisons de craindre que les trafiquants exercent des représailles contre les enfants.

B. Stratégies nationales: réponses des gouvernements

43. Dans le questionnaire, les gouvernements étaient invités à indiquer les activités, programmes et centres d'accueil relevant du secteur public ou gérés par la société civile (organisations non gouvernementales, secteur privé) et par d'autres acteurs privés et conçus expressément pour les enfants et mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite. Le Rapporteur spécial demandait de préciser le fondement juridique de ces programmes, leur mode de financement et leur mode de fonctionnement, et s'ils étaient conçus expressément pour les enfants/mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou de la traite ou s'ils englobaient aussi les enfants victimes de violence dans la famille. D'autres questions portaient sur l'organisation de la vie quotidienne des enfants et mineurs relevant de ces programmes, les mesures prises afin d'assurer la sécurité des participants et bénéficiaires, les moyens qu'ils avaient de garder le contact avec leur famille pendant la durée des programmes et les objectifs à atteindre et les méthodologies utilisées.

44. L'**Australie** a indiqué qu'elle collaborait activement de diverses manières avec les institutions multilatérales, les organisations régionales, les gouvernements partenaires et les organisations non gouvernementales (ONG) pour améliorer la protection de l'enfance dans le cadre de son programme d'aide international, avec pour but premier la réduction de la pauvreté et le développement durable afin de s'attaquer aux causes premières de l'exploitation des enfants dans les pays en développement. Elle soutenait ainsi un certain nombre de projets d'aide en cours en Asie et dans la région du Pacifique (au Cambodge, aux Philippines et dans certaines îles du Pacifique) qui avaient pour objet d'enrayer la traite et d'améliorer la protection, le rétablissement et la réinsertion des victimes. L'action de l'Australie dans la région reposait sur une approche holistique, visant à la fois les adultes et les enfants et ne faisant pas de distinction entre la traite des êtres humains et d'autres formes de traite, comme l'exploitation du travail. L'assistance était destinée à renforcer les capacités des organisations et des individus à accompagner les victimes, en particulier les femmes, notamment par des mesures juridiques, administratives et de politique générale, et de campagnes de sensibilisation.

45. En **Autriche**, pour ce qui est des femmes victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle (qui sont le plus souvent des adultes, mais aussi parfois des jeunes filles de plus de 16 ans), le Ministère fédéral de l'intérieur apportait un soutien financier à l'organisation non

gouvernementale «Lefö», qui gère un centre d'accueil destiné à ces personnes. Il était fait appel à des travailleurs sociaux et à des psychologues, qui collaboraient étroitement avec les enquêteurs. Dans la province de Vienne, un centre géré par les services de protection de la jeunesse de Vienne, baptisé «Drehscheibe» avait été créé à l'intention des mineurs étrangers non accompagnés, et s'occupait notamment de leur offrir un soutien et d'organiser leur rapatriement. Cette institution s'inscrivait dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse en vertu de laquelle le système de protection de la jeunesse est chargé d'offrir abri et protection y compris aux non-résidents si le bien-être de l'enfant est en danger, conformément à la Convention de La Haye du 15 avril 1958. Au centre «Drehscheibe», les enfants bénéficient d'un accompagnement sociopédagogique et peuvent suivre diverses formes de thérapies, dont une psychothérapie, si nécessaire. L'ONG SOS-Kinderdorf accueillait aussi des enfants victimes. Dans la lutte contre la prostitution des enfants, l'Autriche apportait aussi un soutien à l'ONG ECPAT/Respect, qui faisait un travail de sensibilisation dans un certain nombre de pays de destination touristique.

46. En **Belgique**, nombre d'organismes publics et d'organisations offraient assistance et protection aux personnes victimes d'exploitation sexuelle et de la traite. Il existait depuis 1993 un système spécifique d'aide aux victimes de la traite reposant sur l'action conjointe du Gouvernement fédéral et des entités fédérées, ainsi que des ONG, et trois centres spécialisés, Pag-Asa, Sürya et Payoke, spécialisés dans l'accompagnement et l'accueil des victimes, implantés dans différentes régions du pays. Deux centres spécialisés pour les mineurs étrangers non accompagnés avaient aussi été créés par FEDASIL, l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile, auxquels s'ajoutaient trois centres spécialisés communautaires: Esperanto, JUNA et Minor Ndako, qui étaient aussi des lieux d'accueil. En outre, plusieurs ONG étaient engagées activement dans la protection et l'assistance des mineurs étrangers non accompagnés et, toujours dans le cadre de la société civile, quelques centres d'accueil assuraient la prise en charge d'enfants en situation de victimes potentielles.

47. La **Croatie** a indiqué qu'avec la mise en place du Programme national pour la répression de la traite des êtres humains pour la période 2005-2008, elle avait entrepris de s'attaquer résolument au problème de la répression de la traite des enfants. Une équipe spéciale chargée de la répression de la traite des enfants pour la période 2005-2007 a été mise en place au sein du Comité national pour la répression de la traite des êtres humains. Des ONG qui ont pour mission la répression de la traite des êtres humains participent aussi à ces efforts, en tant que partenaires et collaborateurs. Ces activités viennent s'ajouter à l'action engagée pour combattre la violence à l'égard des enfants. En application du Protocole sur l'identification, l'aide et la protection des victimes de la traite, la Croatie a confié au Bureau des droits de l'homme la tâche de constituer un registre unique des victimes de la traite et de poursuivre et de renforcer la coopération avec les ONG qui ont mis en place un service gratuit de permanence téléphonique. Le Bureau des droits de l'homme organise aussi des campagnes de prévention à la télévision.

48. L'**Équateur** a répondu qu'il avait lancé en 2006 une politique nationale de lutte contre la violence à l'égard des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants. Jusque-là, ces délits étaient exclusivement l'affaire de la police et de la justice. Il existe aujourd'hui trois plans nationaux: le Plan national de lutte contre la traite des personnes, le Plan national d'abolition de l'exploitation sexuelle et le Plan national de prévention et d'élimination des crimes sexuels dans le système éducatif. En septembre 2007, l'Équateur a lancé le Programme national de protection spéciale des enfants consacré notamment à la lutte contre les violations des droits des enfants et

les réparations à leur accorder. Il n'existe pas de centres expressément consacrés aux soins aux enfants, relevant du secteur public mais l'État fournit un soutien économique à des institutions privées. Plusieurs ONG ont mis en place divers programmes et activités; c'est le cas de l'Institut national de l'enfance et de la famille, de la Fondation Esquel et de la Fondation Quimera, et du Secours catholique. À Machala, la Fondation Quimera gère le seul centre de réhabilitation pour enfants et adolescents victimes d'exploitation sexuelle existant dans le pays. Ces activités sont financées grâce à des fonds provenant du programme OIT/IPEC, de l'USAID, de la Fondation Esquel/USAID et de l'OIM/USAID. Les associations de la société civile sont financées par des dons et l'on envisage d'inscrire ces projets, ainsi que d'autres projets à venir, au budget du Programme national de protection spéciale.

49. **El Salvador** a indiqué que des unités spéciales chargées d'enquêter sur les exploitants sexuels ou les trafiquants d'êtres humains avaient été créées dans les services du Procureur de la République et dans la police civile nationale. Un service spécial pour la protection des victimes a aussi été créé au sein de l'Institut salvadorien pour le développement intégral de l'enfance et de l'adolescence. Ces projets, axés sur la prévention et sur la protection des victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, font l'objet d'un financement de l'OIT/IPEC. PASCA-USAID, l'OIT, l'UNICEF et l'OIM fournissent aussi un soutien financier, de même que CARE, SAVE THE CHILDREN et CORDAID, qui se mobilisent contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Il y a lieu de mentionner également deux programmes importants: «Huellas Angel», qui bénéficie de l'appui de Médecins du monde Espagne et «Magdalena, Puerto de Acajutla», qui met au point un programme de prise en charge des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Enfin, le Code pénal a été modifié et prévoit désormais l'application de peines plus graves aux auteurs d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ainsi que la création d'une base de données concernant les victimes, dans laquelle les enfants et les adolescents sont classés par sexe, par âge et par nationalité.

50. La **Finlande** a répondu qu'elle avait adopté un plan d'action contre la traite des êtres humains en 2005 et que le traitement des enfants victimes s'appuyait sur les dispositions de la loi sur la protection de l'enfance et sur les principes de protection de l'enfance. Lorsqu'une victime dont on peut penser qu'elle est mineure a été identifiée, elle est placée sans délai dans un lieu d'hébergement où elle se trouve en sécurité. Des informations, un accompagnement et une éducation adaptés à son âge lui sont dispensés. On évalue alors la meilleure manière d'organiser des services d'urgence, avant de prendre des dispositions pour retrouver les parents ou les tuteurs de l'enfant et d'étudier les meilleurs moyens d'organiser les autres formes d'assistance à lui apporter. Les mesures de soutien et d'assistance s'inscrivent dans le cadre de l'accueil des demandeurs d'asile. Elles recouvrent l'accueil des personnes et les services nécessaires en matière d'aide d'urgence, de logement, d'aide sociale et de soins de santé, et des services consultatifs et des services juridiques, ainsi qu'un accompagnement en vue de l'intégration des victimes ou de leur rapatriement dans des conditions de sécurité, et des services spéciaux pour les mineurs. La responsabilité en revient aux deux centres d'accueil publics ou à d'autres autorités ou est confiée à des ONG et au secteur privé, sur la base de contrats. L'un des centres d'accueil est destiné aux adultes, l'autre aux mineurs. Il existe aussi un certain nombre d'ONG qui s'occupent des violences à l'égard des enfants et de l'exploitation des enfants, à savoir la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Le plus difficile est d'entrer en contact avec les victimes (la Finlande est considérée comme un

pays de transit de victimes mineures) et de maintenir les victimes mineures dans le système de protection pour empêcher qu'elles retombent entre les mains des criminels.

51. La **Géorgie** a indiqué que très peu de cas d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou de victimes de traite avaient été signalés, et que la législation du pays était conforme aux normes internationales en vigueur et qu'un fonds public pour la protection, l'accompagnement et la réhabilitation des victimes de la traite avait été créé. Ce fonds servait en particulier à financer la création de centres d'accueil destinés aux victimes de la traite, y compris les enfants; deux de ces centres, qui accueillaient des enfants dont les parents avaient été victimes de la traite, avaient été mis en place dans diverses régions du pays. Ils avaient pour mission d'offrir un lieu de résidence sûr et des conditions de vie décentes, une nourriture et des vêtements convenables, des soins médicaux, un accompagnement psychologique, un soutien juridique et la représentation auprès des tribunaux, des services d'interprétation (si nécessaire) ainsi que des programmes appropriés de réhabilitation et de réinsertion. En outre, plusieurs ONG avaient mis en place des services en faveur des enfants en danger et des programmes de prise en charge, y compris des centres d'accueil à court terme. De tels programmes et structures étaient autorisés pour autant qu'ils répondent aux critères définis dans la loi et fixés par le fonds.

52. En **Allemagne**, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économique avait, conjointement avec la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), institution chargée de l'exécution, lancé un projet visant à soutenir les pays partenaires dans la mise en application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Ce projet a pour but d'aider les pays bénéficiaires à renforcer la protection des enfants et la réadaptation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. C'est ainsi que diverses activités et programmes ont pu être entrepris par des gouvernements et par des ONG, comme suit: au Cambodge, une aide avait été apportée pour l'élaboration d'un module de formation sur l'exploitation sexuelle des enfants destiné aux travailleurs sociaux, ainsi qu'à une ONG spécialisée dans la prise en charge des enfants et l'habilitation des enfants victimes; en Albanie et au Monténégro il s'agissait d'un soutien au secteur privé pour prévenir l'exploitation sexuelle des mineurs dans l'industrie du tourisme. En ce qui concerne l'Amérique latine, des cours de formation pour les membres de la police nationale et de la police des frontières ont été organisés au Guatemala, et des cours de formation, accompagnés de matériel pédagogique, pour les personnes travaillant dans l'industrie du tourisme ont été dispensés en République dominicaine et au Nicaragua. Toujours dans le cadre de ce projet, plusieurs ateliers et activités de formation destinés à des policiers et à des personnes travaillant dans le secteur du tourisme ont été organisés en Allemagne même.

53. En **Grèce**, la principale entité chargée d'aider et d'accueillir les victimes du trafic et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle était le Centre national de solidarité sociale, qui gérât des foyers destinés à héberger temporairement les victimes de la traite, y compris des enfants, ainsi qu'une permanence téléphonique d'aide sociale directe.

54. Au **Guatemala**, le Secrétariat à la protection sociale de la Présidence a mis sur pied des programmes d'assistance et de réhabilitation pour les enfants en danger ou victimes de violences et d'exploitation, dont la réalisation est confiée à cinq centres d'accueil publics situés à Quetzaltenango, Zapaca, Antigua Guatemala, San Gabriel et Nuestras Raíces (Quetzaltenango).

Il existe aussi des centres d'accueil pour enfants gérés par trois ONG basées dans le pays, Movimiento de Jovenes de la Calle, Fundación El Castillo et Casa Alianza (Guatemala).

55. Le **Honduras** a indiqué que l'entité chargée de la protection de l'enfance, l'Institut hondurien de l'enfance et de la famille, gère, dans le cadre de son sous-programme concernant les foyers d'accueil, quatre établissements différents (Casitas Kennedy, 21 de Octubre, Nueva Esperanza et Casitas Adolescentes Mujeres) qui hébergeaient au total 300 mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou en danger, répartis par groupe d'âge et par sexe. Les pensionnaires de ces centres avaient accès à des services d'un enseignement, y compris au programme scolaire officiel, ainsi qu'à des services spécialisés parmi lesquels des soins médicaux, un suivi psychologique, des activités culturelles et une instruction religieuse, qui faisaient partie du programme de réinsertion de chaque établissement. Les foyers fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et comprennent lieux de vie, salles de classe, infirmerie, cuisine et salles de bains. La sécurité est assurée en permanence. L'objectif de ces programmes est de réinsérer les mineurs en danger ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans la société, si possible dans leur famille ou chez des proches. C'est pourquoi on s'efforce de poser un diagnostic de la famille de chaque participant, de déceler le moindre cas d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou de violence dès le début du programme, d'évaluer toute autre situation de risque et d'offrir des orientations afin que la réinsertion du mineur dans la famille soit réussie.

56. L'**Espagne** a indiqué qu'il existait dans diverses communautés autonomes un réseau de centres d'accueil pour mineurs victimes de sévices sexuels (y compris d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de traite), financés par des fonds publics mais généralement gérés par des ONG dans le cadre d'accords de services. Ces centres, dans lesquels les bénéficiaires reçoivent un soutien psychologique et une aide sociale et juridique, travaillent en coordination avec divers autres services publics comme la santé, l'éducation, la justice et la police. Parmi les activités figurent la surveillance et l'évaluation des cas à des fins de traitement et de réhabilitation. Le personnel affecté à ces tâches comprend des psychologues, des médecins et des travailleurs sociaux qui ont reçu une formation spéciale. Le traitement et les activités de réhabilitation sont axés sur la réintégration dans la famille si elle n'est pas à l'origine du traumatisme dont le mineur a été victime, sans quoi une autre solution lui assurant la sécurité est trouvée. Lorsque le programme d'assistance et de réhabilitation est terminé et que le mineur quitte le centre d'accueil, il fait l'objet d'un suivi à divers titres pour s'assurer que la réintégration est réussie.

57. La **Turquie** a déclaré que les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales étaient hébergés dans deux centres pour enfants et pour adolescents existant à Istanbul, qui peuvent accueillir 50 personnes. La Direction générale de l'Agence des services sociaux et de la protection de l'enfance est chargée de la gestion de ces centres, qui offrent des soins en établissement et des services de réhabilitation aux fillettes qui ont été victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de sévices sexuels. Les activités sont réalisées sous l'égide des autorités judiciaires et administratives, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Tous les établissements disposent des services de professionnels, travailleurs sociaux, psychologues, médecins, éducateurs, sociologues et autres.

58. Les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de sévices sexuels pour lesquels des mesures de protection, d'assistance ou d'accueil ont été décidées, sont placés dans des centres de réhabilitation et de protection situés à Istanbul, Adana ou, à titre transitoire,

dans des orphelinats des provinces d'Adana, d'Izmir, de Mardin et de Sanliurfa. Les fillettes dont les autorités judiciaires ont constaté qu'elles avaient été victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et qui ne peuvent pas être rendues à leur famille reçoivent, dans un premier temps, des soins médicaux et un soutien psychosocial. Elles sont ensuite transférées dans un autre établissement où elles participent, en compagnie d'autres enfants, à des activités éducatives, sociales et culturelles dans le cadre du travail de réhabilitation. Les liens familiaux et les contacts avec les familles sont également favorisés si c'est dans l'intérêt supérieur de l'enfant. À la fin de la période de réhabilitation, les enfants sont soit réintégrés dans leur famille, soit placés dans des orphelinats où ils poursuivent leur scolarité et complètent leur réintégration.

59. Le **Japon** a déclaré que, bien qu'il n'existe pas d'établissements publics expressément destinés aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, les mineurs étaient suivis dans les centres psychopédagogiques créés en vertu de la loi sur la protection de l'enfance dans chaque préfecture. Les femmes victimes de la traite et d'exploitation sexuelle, de leur côté, étaient suivies dans les centres de consultation pour les femmes. Les enfants trouvent là hébergement, nourriture, soins médicaux, suivi psychosocial, formation et services d'interprétation, autant de services qui sont assurés gratuitement aux personnes en détresse. En **Slovaquie**, une aide spéciale était dispensée dans les foyers pour enfants aux victimes de maltraitance et de violences qu'il était nécessaire d'éloigner de leur famille. Les enfants et les adultes en situation de crise pouvaient aussi être accueillis dans les centres d'accueil d'urgence gérés par les autorités locales et par des ONG. **Chypre** et le **Luxembourg** ont indiqué que les cas de mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales étaient rares en raison, en partie, de leur petit nombre, mais ceux qui se trouvaient dans cette situation étaient traités comme des enfants privés de protection car aucun programme spécifique n'existait pour ce groupe cible. À **Monaco** et au **Zimbabwe**, plusieurs ONG vouées à la défense des droits et à la protection des enfants étaient engagées dans la prévention de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite des mineurs. **Oman** a répondu qu'il n'avait pas mis en place de programmes ou de centres d'accueil spécialisés parce que la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants étaient un phénomène dont l'existence n'était pas palpable dans le pays. Toutefois, des dispositions étaient prises pour prévenir le phénomène, à savoir l'adoption de lois nationales et l'adhésion aux instruments internationaux pertinents. Enfin, la **Pologne** avait pris un certain nombre de mesures visant à prévenir les sévices sexuels et la traite des êtres humains, avec le concours de plusieurs ministères et organes administratifs et d'ONG, conformément au programme de l'Union européenne.

60. Le questionnaire a été adressé à des organisations non gouvernementales et des organisations internationales qui travaillent dans ce domaine, qui ont présenté des exemples de programmes et projets en place dans divers régions et pays. On trouvera ci-après un aperçu de ces programmes.

C. Bonnes pratiques: exemples de projets élaborés par des ONG et par la société civile

61. Terre des hommes a des programmes destinés aux enfants en danger et aux enfants victimes d'exploitation sexuelle et de la traite, au Cambodge et en Inde.

62. Le programme de Terre des hommes à Kolkata (Inde) est géré en partenariat avec l'ONG Sanlaap. Il s'adresse aux enfants ou aux mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, auxquels s'ajoute un petit nombre d'enfants abandonnés et d'enfants que la justice estime dangereux de rendre à leur famille, ainsi que des enfants de victimes (y compris des nourrissons). Le programme de réhabilitation repose sur une approche holistique qui vise à regrouper tous les soins dans une seule et même unité. Il fonctionne comme un hôpital ou une structure d'accueil et fait intervenir une multiplicité de partenaires – psychologues, responsables d'unités familiales, travailleurs sociaux, chargés de dossiers et juristes, parmi d'autres. L'idée maîtresse consiste à se doter de «ressources humaines compatissantes» de faible coût, plutôt que d'une infrastructure matérielle très onéreuse ou de ressources humaines techniques, l'ONG partenaire considérant que la guérison et la protection, que ce soit dans la famille ou dans l'institution, est une affaire de contacts humains. Dans le centre d'accueil et dans tout le programme, ce qui prime ce sont les besoins psychologiques et les besoins de protection des filles qui ont été victimes de la traite et de sévices, dont bon nombre souffrent de troubles émotionnels sévères, sont confrontées à des problèmes sociaux, au risque de suicide, et à des épreuves morales et physiques. Le projet veut être un modèle de la mise en application fonctionnelle des «droits de l'enfant» et de la «protection de l'enfance». Il s'agit d'offrir un système fondé sur des structures d'accueil et des structures de proximité² qui réponde aux normes minimales de soins acceptées à l'échelon international, à mettre en place un système de protection/de sécurité renforcé adapté aux besoins essentiels des bénéficiaires, à élaborer des pratiques applicables avant et après l'intégration, y compris de proposer un cadre de vie différent fondé sur des services de proximité et à aider l'ONG indienne partenaire à maintenir le niveau de spécialisation et la qualité des soins grâce à un système d'auto-évaluation et d'autoformation.

63. Au Cambodge, Terre des hommes gère un programme en partenariat avec l'organisation allemande ACT, qui consiste à offrir une éducation communautaire aux autorités locales, aux membres de la communauté et aux enfants en organisant des débats sur la situation des enfants dans la réalité et des échanges de vues sur ce que chacun peut faire pour assumer l'obligation et la responsabilité qui lui incombent de protéger ses enfants de la traite. Des programmes de sensibilisation sont aussi mis en place pour favoriser l'application et le respect effectifs de la loi. La méthodologie utilisée est celle du programme dit «filet de sécurité» à l'échelle du village. Les villageois conçoivent eux-mêmes un dispositif (un réseau de protection de l'enfance) pour protéger leurs enfants. Les enfants sont intégrés au programme en tant qu'éducateurs pairs et en tant que participants à l'éducation communautaire sur la traite des enfants. Ils agissent alors comme éducateurs communautaires et ont pour fonction de diffuser des renseignements sur la traite auprès des autres enfants et de la communauté, notamment en animant des jeux de rôle sur des questions connexes. Ils deviennent ainsi des personnages clefs et constituent un réseau de prévention de la traite et de protection des enfants. Cette méthode a pour but de permettre aux enfants et à la communauté de mieux prendre conscience des questions en jeu et de transmettre le message aux autres membres de la communauté. Ces réseaux de protection de l'enfance sont mis en place par les communautés pour prévenir la traite des enfants et protéger les enfants de ce fléau, et centrent leur action sur les enfants à haut risque et les enfants victimes de la traite. Grâce aux diverses activités entreprises,

² «Guidelines for the operation of care facilities for victims of violence against women and children; rational, basic procedures and requirements for capacity building», élaborées par Terre des hommes.

les organisateurs espèrent contribuer à l'élaboration de politiques et pratiques efficaces pour lutter contre la traite des enfants, et promouvoir les droits de l'enfant au Cambodge. Les liens étroits de coopération avec les autorités locales, en particulier le chef de village et la police de la communauté, sont le garant de la sécurité des enfants concernés et du succès du programme.

64. ECPAT, réseau de 83 organisations implantées localement, œuvre dans plus de 70 pays du monde pour la défense des droits de l'enfant et a pour mission la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Son action consiste à offrir accueil et services divers aux enfants victimes en vue de favoriser leur récupération sur le plan physique, émotionnel, social et spirituel.

65. Le Foyer de transition de Taiwan a pour objectif de favoriser la réinsertion sociale des enfants victimes. Ceux qui ont suivi un programme de réhabilitation mis en place par les pouvoirs publics peuvent s'engager de leur plein gré dans le programme de réinsertion en passant un contrat avec les responsables du programme. L'enfant peut séjourner de un à vingt et un mois dans le centre d'accueil. ECPAT gère aussi, en association avec des organisations partenaires (comme ASK et Aparajeyo au Bangladesh, l'Association des pédiatres du Pakistan à Peshawar (Pakistan) et PEACE à Sri Lanka) des centres de jour pour les enfants en situation de risque et les enfants qui ont été victimes de violences et d'exploitation, qui trouvent là toute une gamme de services – éducation non formelle, nutrition, soins médicaux, aide psychosociale et loisirs. Les centres sont ouverts quelques heures dans la journée et les enfants sont incités à s'y rendre le plus souvent possible.

66. Au Népal, ECPAT gère, avec pour partenaire Maiti Nepal, un établissement scolaire qui va du cycle primaire au cycle secondaire, situé dans le périmètre du centre d'accueil pour enfants. Au Bangladesh, ECPAT apporte un soutien juridique aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, conjointement avec l'organisation partenaire Ain O Salish Kendro (ASK) à Dhaka. En Colombie, ECPAT et la Fundación Renacer ont lancé dans trois villes un programme fondé sur les droits fondamentaux à l'intention des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le programme comprend cinq phases: prise de contacts, soins médicaux, accueil à court terme, placement en établissement pour un traitement à long terme et suivi à la sortie de l'établissement. Les services fournis comprennent soins médicaux, soins dentaires, nutrition et activités culturelles, activités de loisirs et activités sportives. Enfin, au Chili et au Guatemala, ECPAT gère, en association avec des ONG partenaires, des centres qui offrent aux enfants un traitement individuel, une intervention en situation de crise, une psychothérapie de groupe, un réseau de pairs, une assistance juridique, des activités de loisirs et une aide aux membres de leur famille.

67. Au Honduras, l'ONG Casa Alianza propose des programmes de réhabilitation dans ses centres d'accueil pour mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Ce programme en institution axé sur la prise en charge intégrale des victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite des enfants, baptisé «Querubines», est financé avec l'aide d'ICORDAID (agence de coopération hollandaise) de la Fondation Diagrama, et de l'OIT dans le cadre de son programme IPEC. De 80 à 90 mineurs victimes sont accueillis chaque année. Des activités artistiques, sportives et culturelles, sont prévues pour favoriser leur réinsertion sociale ainsi que des soins médicaux pour tenter d'atténuer les dégâts de la toxicomanie souvent répandue chez ces enfants. À cela s'ajoutent un soutien juridique et des éléments de formation visant à leur faire comprendre l'importance qu'il y a à avoir un projet

personnel et un travail rémunéré. Un programme spécial de surveillance concernant la réinsertion de 80 filles victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales qui ont réintégré leur famille a été mis en place. L'action de Casa Alianza a pour objet de rallier l'adhésion de la famille et de la communauté à la réinsertion sociale des mineurs et d'éliminer les conditions qui risquent de conduire les enfants à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et à la traite.

68. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a apporté une aide pour la réalisation de projets³, en collaboration avec des ONG et d'autres acteurs de la société civile, dans un certain nombre de pays. En Afrique du Sud, il s'agissait de prévenir la traite et la prostitution des enfants; en Inde, en République tchèque et en Pologne, de la défense des enfants en danger et des victimes de la traite, et de la protection des témoins; et aux Philippines de soutenir le centre de réhabilitation pour les victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

69. Le Rapporteur spécial a également été informé que l'UNICEF soutenait plusieurs projets de prévention et de réhabilitation des mineurs en danger ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou de la traite, en particulier en Afrique et en Asie. Certains de ces projets sont réalisés conjointement avec les pouvoirs publics ou des ONG.

V. CONCLUSIONS

70. Le Rapporteur spécial tient à remercier chaleureusement tous ceux qui ont répondu au questionnaire. Il regrette que les États Membres aient été aussi peu nombreux à répondre dans les délais et s'inquiète de voir que le nombre de réponses, déjà faible l'année dernière, a encore baissé. Le présent rapport ne prétend pas être une étude complète de la question en jeu, mais plutôt présenter des exemples de politiques et de stratégies nationales positives et donner un aperçu de quelques exemples de bonnes pratiques adoptées par des organisations internationales, des ONG et la société civile, en matière de programmes d'assistance et de réhabilitation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite. Le rapport ne reprend que quelques-unes des expériences et initiatives signalées.

71. Le Rapporteur spécial note que, si plusieurs activités et programmes ont été mis en place dans les pays qui ont répondu au questionnaire, et plusieurs autres dans des pays dans lesquels des organisations internationales et des ONG ont lancé des initiatives intéressantes, dans l'ensemble il n'existe pas de programmes de réhabilitation et d'assistance distincts pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, qui sont intégrés soit aux programmes d'assistance pour les enfants victimes de violences dans la famille, soit aux programmes de réhabilitation destinés aux femmes victimes d'exploitation sexuelle. L'absence de programmes d'assistance et de réintégration et de structures expressément destinés aux mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite risque de conduire à une revictimisation et de les mettre à la merci de leurs exploiters et de leurs trafiquants.

³ «Trafficking of women into the South African Sex industry and the trafficking of children for purposes of sexual exploitation», publié par l'organisation Molo Songololo.

72. Le Rapporteur spécial invite les États à mettre en place des structures et des programmes distincts pour cette catégorie de mineurs, en raison de la nature, spécificité du traumatisme et des crimes dont ils ont été victimes, mais aussi des mesures particulières nécessaires à une réinsertion réussie dans leur famille si possible, et dans la société. Ces structures et programmes de réhabilitation ne devraient pas être les seules formes d'assistance mais s'inscrire dans le cadre d'un réseau de services plus vaste, publics (services sociaux nationaux et locaux) et privés (initiatives d'ONG et de la société civile). Le Rapporteur spécial préconise donc une approche plus coordonnée, complète et globale, faisant intervenir les institutions publiques, les ONG et la société civile, dans laquelle les campagnes de prévention et les programmes d'éducation devraient occuper une place importante.

VI. RECOMMANDATIONS

73. **Même si la plupart des États qui ont répondu au questionnaire ont mis en place divers programmes et structures à l'intention des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, le Rapporteur spécial constate que ces programmes et structures s'adressent souvent aussi soit aux adultes victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, soit à des enfants victimes de violence domestique. Le Rapporteur spécial réaffirme l'importance qu'il y a à offrir à ces deux groupes de victimes différents des programmes et structures appropriés en matière de réhabilitation et d'assistance, mais il estime qu'en raison de la nature même des abus dont ils ont été victimes et de la situation à laquelle ils sont confrontés après avoir été arrachés des mains de leurs exploiters, il y a lieu d'offrir aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales des programmes et des établissements spéciaux et distincts, adaptés expressément à leurs besoins. Ils ne devraient pas être placés dans les mêmes structures que les victimes de violence domestique, ni avec des adultes. Le Rapporteur spécial relève que lorsqu'il n'existe pas de programmes et de structures, les enfants victimes sont plus exposés à l'exploitation par les milieux du crime organisé.**

74. **Si le nombre d'enfants recensés comme étant victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite est réduit dans plusieurs pays, le Rapporteur spécial invite les États, en collaboration avec des ONG dont la bonne foi et la crédibilité sont avérées et les acteurs de la société civile, à mettre en place des programmes spécifiques de réhabilitation et d'assistance pour les enfants et les mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite. Ces programmes et structures peuvent prendre des formes diverses et devraient être adaptés au contexte local et culturel, qu'il s'agisse de centres fermés, de mesures de réhabilitation ambulatoires ou de programmes d'éducation, en fonction de la situation et du nombre d'enfants victimes. Dans les États où il n'existe aucun cas recensé de mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite, le Rapporteur spécial recommande que l'on crée un fonds alimenté par des ressources publiques qui pourraient être débloquées rapidement le jour où ce genre de mesures d'assistance et de réhabilitation deviendrait nécessaire.**

75. **Si les États optaient pour la formule du centre d'accueil parmi les structures d'assistance et de réhabilitation, le Rapporteur spécial recommande que ces structures proposent les services et équipements ci-après:**

- a) Un lieu de vie offrant des conditions d'existence décentes, et de petite dimension;
- b) Une nourriture et des vêtements appropriés;
- c) Une aide médicale complète, avec hospitalisation et interventions chirurgicales si nécessaire;
- d) Un personnel compétent et spécialisé;
- e) Un suivi psychologique;
- f) Des moyens éducatifs afin de permettre aux enfants de suivre un programme scolaire adapté;
- g) Un soutien juridique et une représentation devant les tribunaux si la victime le requiert;
- h) Des services de traduction et d'interprétation dans une langue que la victime comprend, si nécessaire;
- i) Une prise en charge personnalisée dans l'intérêt supérieur de chaque enfant;
- j) La participation à des activités de loisirs et à divers programmes de réhabilitation et de réinsertion, parmi lesquels pourraient figurer d'autres programmes d'éducation, l'acquisition de compétences et un accompagnement dans la recherche d'un emploi, le cas échéant;
- k) La sécurité des participants doit être garantie, tant à l'intérieur du centre d'accueil qu'à l'extérieur, car les victimes mineures restent à la merci de leurs exploiters et de leurs trafiquants, qui appartiennent souvent aux milieux du crime organisé;
- l) La participation de la société civile devrait aussi être encouragée et facilitée.

76. En ce qui concerne le financement de ces programmes d'assistance et de réhabilitation, le Rapporteur spécial estime que, même si l'ampleur du problème ne paraît pas considérable dans la plupart des pays, le phénomène doit faire l'objet d'une surveillance constante et une assistance doit pouvoir être offerte sans délai aux victimes. C'est pourquoi il recommande à tous les États:

- a) De prévoir, dans la législation et dans le budget nationaux, le financement des programmes et activités mis en place par le secteur public et les ONG axés sur la protection et la réhabilitation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et/ou de la traite;
- b) D'instituer des protocoles et des plans d'action spécifiques définissant les normes auxquelles doivent répondre les programmes et activités de protection et de réhabilitation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et/ou de la traite;

b) De créer des fonds permettant à des ONG reconnues et solidement établies et à d'autres acteurs de la société civile, en tant qu'institutions chargées de l'exécution et de partenaires, de mener à bien leurs activités, programmes et structures en faveur des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciale et de la traite;

c) D'inclure dans les programmes de réhabilitation une période d'au moins trois ans de suivi et de surveillance de l'assistance et du traitement dispensés aux mineurs en situation de victimes pour s'assurer de leur plein rétablissement, car l'expérience montre que le traumatisme subi par les mineurs est considérable et requiert des thérapies à long terme.

77. Sachant que les exemples de meilleures pratiques restent insuffisants à l'heure qu'il est, le Rapporteur spécial invite instamment les milieux universitaires, les ONG et la société civile, ainsi que les institutions spécialisées du système des Nations Unies, à élaborer des règles et normes types pour l'élaboration de programmes de réhabilitation et de protection des enfants et des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite.

78. Le Rapporteur spécial souhaite enfin souligner que les programmes éducatifs et les activités de sensibilisation sont essentiels dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et la traite. Il engage les États à:

a) Lancer des campagnes de sensibilisation auprès des enseignants, des responsables des établissements scolaires, de l'industrie du tourisme, et des responsables de l'application des lois concernant les questions de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et de la traite;

b) Sensibiliser les forces de l'ordre à la nécessité de travailler ensemble et de coopérer pleinement et sans restriction lors des enquêtes concernant des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite;

c) Veiller à ce que les programmes scolaires prévoient un enseignement relatif aux droits de l'enfant qui soit l'occasion d'aborder ces questions et à organiser des services auxquels les enfants confrontés à ce genre de situation puissent s'adresser. Les activités éducatives destinées à informer les enfants des programmes et des services disponibles sont indispensables pour éviter qu'ils ne soient victimes de ces crimes et devraient être proposées à tous les niveaux d'enseignement.
